

COMPTE RENDU DE LA CONFERENCE DE BERNARD BACHELIER

CYCLE DE CAMBOULAZET 2007/2008

Bernard BACHELIER est agronome de formation, il a débuté sa carrière en Afrique. Aujourd'hui, il est directeur de la Fondation pour l'Agriculture et la Ruralité dans le Monde (FARM) dont l'objectif est d'améliorer la situation agricole dans les pays en voie de développement et notamment en Afrique. FARM est à l'écoute des professionnels du Sud et s'emploie à susciter des initiatives privées et des politiques publiques pour les mettre en œuvre, le but étant de faire naître une agriculture rationnelle et respectueuse de l'environnement, de lutter contre la faim, la pauvreté et le sous développement.

Le développement durable consiste à concilier croissance économique progrès social et protection de l'environnement. Cette expression a été utilisée dès 1987 par la Commission Mondiale pour l'environnement et le développement. Ce nouveau modèle propose un mode de gouvernance fondée sur la responsabilité, la préservation des équilibres et la participation des citoyens aux décisions qui engagent l'avenir. Aujourd'hui, pourquoi promouvoir ce mode de développement, quels sont les enjeux et les solutions potentielles ?

I- Les contextes mondiaux

Il y a une dizaine d'années, une nouvelle conception du développement agricole a vu le jour. Celle-ci résulte de l'orientation des politiques agricoles avec un réajustement structurel provoqué par le FMI visant à réduire les dépenses publiques, y compris pour le secteur agricole. D'autre part, la libéralisation des marchés a entraîné la privatisation des filières (exemple du cacao et du coton en Afrique). Les agriculteurs se retrouvent donc exposés au commerce international régit par les règles de l'OMC. Certains pays en tirent profit en incluant l'agriculture dans le secteur commercial, c'est-à-dire qu'ils ne commercialisent plus des produits agricoles bruts mais des produits transformés, comme par exemple le Brésil qui accède de ce fait au marché européen.

Cependant, la libéralisation des échanges peut être considérée comme une menace pour le développement des plus démunis qui n'ont pas la possibilité d'engager des investissements d'où la nécessité de mener une réflexion sur les politiques agricoles à mettre en place dans ces pays.

Actuellement, de nouveaux facteurs convergent vers la conception du développement durable à savoir :

- la flambée des prix des produits agricoles
- le changement climatique qui préoccupe les politiques et les opinions publiques (nouveaux enjeux énergétiques et environnementaux)
- les négociations internationales (OMC) et régionales (APE) buttent sur la question agricole
- l'Europe prépare la réforme de la PAC
- la banque mondiale consacre son rapport 2008 sur le développement agricole dans le monde (alors qu'elle ne l'avait pas fait depuis 25 ans)

Tout ceci place l'agriculture au centre des débats.

II- Agriculture, base de la croissance et du développement

Plus de 800 millions de personnes souffrent de la faim dans le monde. En Afrique, 500 millions de personnes n'ont d'autres ressources que l'agriculture et de nombreuses populations n'ont accès à d'autres échanges qu'agricoles. De plus, 75% des pauvres sont des ruraux et la diminution du nombre de pauvres

passer par un travail sur l'agriculture. En effet, celle-ci est un facteur déterminant dans la croissance de l'économie et plus la croissance agricole est importante, plus elle touche un grand nombre de personnes (2,5 milliards d'agriculteurs dans le monde).

La banque mondiale reconnaît 4 fonctions multiples :

- Nourrir les hommes (fonction non citée lors de la conférence!!!)
- Source de croissance
- Source de revenu
- Fournisseur de services environnementaux

Beaucoup d'états ne sont pas encore engagés sur le chemin de la modernisation de leur agriculture et cette activité essentielle n'est plus au premier rang des politiques de développement. Tout ceci a conduit depuis quelques années les professionnels agricoles du Sud à s'organiser et à chercher à structurer les sociétés rurales.

III- Enjeux et perspectives : le cas de l'Afrique

1) Les enjeux

L'agriculture consomme 80% des ressources en eau douce, produit 21% des gaz à effet de serre et peut être une source de pollution par les engrais et les produits phytosanitaires.

D'un autre côté, elle gère la biodiversité et l'entretien des espaces.

L'accès aux ressources telles que l'eau et l'énergie ainsi que la maîtrise du progrès technique sont les conditions nécessaires pour permettre le développement des structures agricoles.

D'un point de vue économique, les règles du commerce international et les négociations de l'OMC concernant l'agriculture n'aboutissent pas et freinent le développement agricole des pays les moins avancés. La question du financement de l'agriculture (micro crédits, services bancaires, assurances) semble également primordiale pour favoriser le développement agricole.

Enfin, l'accès au marché et les débouchés, la logistique et la commercialisation sont aussi des thèmes prioritaires.

Mais il existe encore des questions en suspens :

- la régularisation des marchés expose les producteurs à la volatilité du marché international et représente un danger pour l'organisation des marchés locaux, la protection des productions et la garantie des cours
- la conception internationale des marchés et les spéculations sur les produits agricoles ne permettent pas d'anticiper la conjoncture à long terme
- l'évolution des aspects territoriaux et démographiques (exode rural, urbanisation...) est également incertaine

2) Les perspectives

FARM établit ses perspectives en partant des grands sujets des relations Nord-Sud et des réalités de terrain. Parmi les solutions envisagées pour augmenter la production agricole :

- une taxation réduite (passant de 30% en 1980 à 10% en 2004)
- une révolution doublement verte aboutissant à « une agriculture écologiquement intensive » pour reprendre l'expression de Michel Griffon.
- des innovations institutionnelles et technologiques (création de nouvelle variété de riz en Afrique de l'ouest...)

- la mobilisation des états pour instaurer des règles et financer des investissements
- une croissance rapide de l'économie rurale non agricole

Ce mode de développement doit également faire face à de nouveaux défis :

- les négociations de Doha (dernier round de l'OMC) c'est-à-dire le découplage des subventions et l'ouverture du marché au pays en développement
- l'adaptation aux conditions climatiques
- croissance agricole qui présente un défi pour la petite agriculture

3) Les limites

Il est possible que l'Europe construise un cadre avec l'Afrique dont la finalité est de valoriser les producteurs et leur ouvrir le marché européen.

Cependant ces échanges resteront probablement minimales par rapport à la globalité des échanges mondiaux. La mobilisation des gouvernements du Sud reste aléatoire sur le plan du développement agricole durable. Les guerres sont une limite de plus à la croissance.

Le coton et le cacao sont de belles réussites agricoles. Néanmoins, elles souffrent depuis quelques années du cours fixé par les pays occidentaux. De plus le cours du coton est dévalué du fait de la dépréciation du dollar vis-à-vis de l'euro.

Concernant le développement des pays d'Afrique, beaucoup de questions restent en suspens et le colloque de Décembre 2008 permettra d'apporter des éléments de réponses et de rediscuter de la dynamique des politiques Africaines. Parmi les sujets qui vont être abordés : la création de marchés régionaux (plutôt que l'exportation directe de produits bruts) afin de diminuer les pertes économiques, la nécessité de s'imposer dans la grande distribution ... Mais la mondialisation laissera-t-elle une place aux produits locaux ?

Arnaud ANDRIEU

Alban FAYEL

Emmanuelle GALTIER

Etudiants en BTS « Production animales »

Promotion 2007/2008